

Projet de construction d'un complexe de liquéfaction de gaz naturel à Saguenay

Mémoire des étudiantes et étudiants de la faculté des sciences et de génie de l'Université Laval

Le 22 Octobre 2020

Bonjour à toutes et à tous. Je me présente, Vincent Bonin-Palardy, vice-président aux affaires universitaires de l'Association des Étudiant(e)s en Sciences et Génie de l'Université Laval (AESGUL). Je représente les 4581 étudiantes et étudiants de la faculté de sciences et génie de l'université Laval. Par la présente, je souhaite vous communiquer notre ferme opposition au projet de GNL Québec.

L'enjeu environnemental que représente ce projet est très important pour nous. Considérant la crise climatique dans laquelle nous nous trouvons actuellement et les bouleversements irréversibles qu'elle risque d'entraîner, il est, à notre avis, un non-sens total de permettre à un tel projet, qui s'ancre dans le registre des énergies fossiles, de voir le jour au Québec en 2020. Nous considérons, comme plusieurs scientifiques d'ailleurs, que ce projet est incompatible avec la transition énergétique et la lutte contre les changements climatiques⁶. Comme ces derniers, nous convenons que ce projet favorise le développement de l'industrie gazière à un moment où il est essentiel de réduire le nombre d'infrastructures liées aux combustibles fossiles afin d'atteindre les objectifs de réduction de GES établies par l'Accord de Paris sur le climat de façon à lutter efficacement contre le réchauffement climatique global.

GNL Québec nous disent que le gaz naturel servira à faire diminuer la consommation de charbon outremer, principalement en Asie. Toutefois, une étude menée conjointement par les Université de l'Oregon et Virginia Tech a démontré qu'historiquement, aucune source d'énergie établie n'a décliné suite à l'ajout d'une nouvelle source. La consommation de toutes les sources d'énergie a plutôt maintenu une croissance depuis plus de deux siècles¹. Il est donc loin d'être prouvé, comme l'entend le promoteur, que le gaz naturel produit permettra de faire baisser la consommation de charbon outremer. Parallèlement, une étude menée par les universités de l'Oregon et de Portland s'intéressant aux effets de la consommation de gaz naturel sur celle de charbon a démontré qu'une augmentation de la consommation de gaz naturel ne supprime pas la consommation de charbon, mais qu'elle ne fait que s'ajouter à cette dernière³. Selon les chercheurs, en raison de la menace que représentent les changements climatiques et le modèle historique « d'addition » au lieu de « remplacement », il est nécessaire de procéder à une suppression active des énergies fossiles¹.

Il est également important de mentionner qu'une importante étude comparant directement les émissions produites par le gaz naturel, le gaz naturel liquéfié (GNL) et le charbon a déterminé que le cycle de vie des émissions du GNL est 21,9% plus important que celui du gaz naturel conventionnel⁴, alors qu'il ne représente qu'un maigre avantage de 6% par rapport aux émissions du charbon². En effet, le GNL ajoute la liquéfaction, le transport et la regazéification au cycle de vie du gaz naturel résultant en une augmentation des gaz à effets de serre produits². Le GNL pourrait même être plus polluant que le charbon, car le méthane joue un rôle important dans les émissions de gaz à effet de serre du GNL alors qu'il est peu important dans le cycle de vie des émissions du charbon². L'étude conclue en mentionnant que des investissements additionnels dans les infrastructures gazières ne créent pas de transition vers les énergies renouvelables, mais qu'ils ne feront que retarder leur avènement². Pire, le remplacement des autres énergies fossiles par le gaz naturel résulterait tout de même en une augmentation de la température de surface globale moyenne de 3,5°C².

Les effets du réchauffement climatique se font déjà sentir de façon exponentielle à l'échelle globale et un tel projet ne ferait que les accélérer : dérèglements climatiques, augmentation de la fréquence de phénomènes climatiques et météorologiques extrêmes, acidification et réchauffement des océans, perte

de biodiversité, fonte de l'arctique et montée des eaux, fonte du pergélisol et relâchement du méthane emprisonné dans ce dernier dans l'atmosphère accentuant du même coup le réchauffement climatique global de manière exponentielle, etc. Considérant que les émissions annuelles de GES liées au projet en sol canadien seulement représenteraient l'ajout d'environ 3,4 millions de voitures sur nos routes, et que ces émissions équivaldraient à annuler toutes les réductions d'émissions réalisées entre 1990 et 2016⁵, nous trouvons aberrant la considération d'un tel projet en 2020 à un moment où les projets d'énergies renouvelables devraient primer. De plus, nous pensons qu'il est inconcevable de ne pas tenir compte des émissions de GES en amont et en aval dans l'analyse environnementale d'un tel projet, c'est-à-dire les émissions produites par la production du gaz naturel par fracturation hydraulique en Alberta, un procédé extrêmement polluant, et par la consommation de ce gaz. En effet, la fracturation hydraulique entraîne de nombreux effets néfastes. Parmi eux, on compte la contamination de l'eau et de l'air par les substances chimiques utilisées, des impacts sur la santé des populations associés à ces contaminations, la fragmentation et la dégradation des habitats naturels avoisinants et l'impact climatique de l'expansion des énergies fossiles². Nous nous opposons également à la construction d'un pipeline de plus de 780 kilomètres qui viendrait embrocher notre forêt boréale, perturbant du même coup plusieurs écosystèmes et portant atteinte à l'écologie de plusieurs populations animales.

Non seulement ce projet représenterait une nouvelle source importante d'émission de gaz à effet de serre et contribuerait activement au réchauffement climatique, mais il constitue également une menace importante à notre biodiversité. En effet, la population de bélugas du Saint-Laurent, joyau biologique de notre province, est déjà largement menacée et les effets du passage de nombreux navires méthaniers annuellement sur le Fjord du Saguenay ne ferait qu'accentuer déraisonnablement la pression sur cette espèce pour qui le Fjord constitue un important repaire.

Enfin, nous pensons que le Québec devrait faire figure de leader mondial dans la lutte contre les changements climatiques, notamment en favorisant exclusivement des projets d'énergies renouvelables, ce que n'est pas le gaz naturel.

En regard de toutes ces explications, nous exhortons le BAPE à rejeter catégoriquement le projet de GNL Québec.

Vincent Bonin-Palardy, vice-président aux affaires universitaires de l'Association des Étudiant(e)s en Sciences et Génie de l'Université Laval (AESGUL)

Références

- 1) York, R., & Bell, S. E. (2019). Energy transitions or additions?: Why a transition from fossil fuels requires more than the growth of renewable energy. *Energy Research & Social Science*, 51, 40-43.
- 2) Stephenson, E., Doukas, A., & Shaw, K. (2012). Greenwashing gas: Might a 'transition fuel' label legitimize carbon-intensive natural gas development?. *Energy Policy*, 46, 452-459.
- 3) Greiner, P. T., York, R., & McGee, J. A. (2018). Snakes in The Greenhouse: Does increased natural gas use reduce carbon dioxide emissions from coal consumption?. *Energy Research & Social Science*, 38, 53-57.
- 4) Jaramillo, P., Griffin, W. M., & Matthews, H. S. (2007). Comparative life-cycle air emissions of coal, domestic natural gas, LNG, and SNG for electricity generation. *Environmental science & technology*, 41(17), 6290-6296.
- 5) Alexandre Shields, 19 novembre 2019, Le Devoir, [En ligne], <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/567277/gnl-quebec-des-impacts-climatiques-difficiles-a-prevoir>
- 6) Alexandre Shields, 3 juin 2019, Le Devoir, [En ligne], <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/555872/les-ges-oublies-d-energie-saguenay>